



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Libération pour les peuples du Myanmar !

La CGT condamne le coup d'État militaire qui s'est déroulé au Myanmar. Quelle que soit la situation complexe d'un pays, un coup d'État militaire ne constitue jamais une réponse démocratique. Bien au contraire, cela ne fera qu'aggraver les violations des droits humains déjà en cours.

Dans ce pays, l'armée, la Tatmadaw, conserve depuis longtemps un pouvoir considérable et détenait les ministères clés. Les élections de novembre dernier, même si elles se sont tenues dans des conditions difficiles, ont montré un échec total du parti lié à l'armée. L'intervention de celle-ci s'est déroulée alors que le Parlement issu de ces élections devait entamer sa première session. Aung San Suu Kyi, conseiller d'État, a été arrêtée et inculpée.

La position d'Aung San Suu Kyi face à l'armée a été ambiguë, notamment face au génocide à l'encontre des Rohingyas. Elle ira même jusqu'à défendre le Myanmar devant la Cour internationale de justice, en décembre 2019, alors que les généraux birmanes sont accusés de « génocide » par les Nations Unies. Peu de temps avant, lors d'un déplacement à Singapour, elle affirmait que ses rapports avec l'armée « n'étaient pas si mauvais » et que les généraux disposant de postes ministériels-clés dans son gouvernement (défense, intérieur, frontières) étaient « plutôt gentils ». La cause du coup d'État est, sans doute, à rechercher du côté du chef du coup d'État, le général Min Aung Hlaing. Celui-ci a, avec d'autres militaires et leurs familles, de vastes intérêts commerciaux, y compris des accords lucratifs avec des entreprises, certaines françaises, en dehors du Myanmar. Parmi les entreprises fortement impliquées dans les « affaires » avec la Tatmadaw on trouve Total qui ne cache pas ses liens avec l'armée du Myanmar.

La puissance de l'armée birmane n'est pas seulement militaire, elle est aussi économique : elle dispose de 14 % du budget national ; ses financements sont, cependant, plus importants que ne le disent les chiffres officiels et leurs sources restent en partie opaques. Outre son implication bien connue dans les mines de jade et le trafic de drogue, les militaires du Myanmar peuvent profiter des dividendes engrangés par un conglomérat lui appartenant, la Myanmar Economic Holding Public Company Ltd (MEHL), naguère décrite par un diplomate américain comme « l'une des organisations les plus puissantes et corrompues du pays ». La MEHL a, désormais, étendu son influence dans pratiquement chaque secteur économique, des brasseries de bière au tabac en passant par l'exploitation minière et les manufactures textiles.

L'armée reste perçue comme l'institution ayant opprimé le peuple durant son demi-siècle au pouvoir, de 1962-2011. En 2017, l'ampleur de l'agression militaire a forcé plus de 700 000 Rohingyas à se réfugier au Bangladesh voisin pour fuir massacres, exécutions sommaires et viols perpétrés par les soldats du Myanmar. Mais, les persécutions avaient commencé bien avant et ce n'est certainement pas le pouvoir militaire qui va ramener la paix et des conditions de vie décentes pour ce peuple persécuté.

Le lendemain du coup d'État, des médecins et des agents de santé de 70 hôpitaux du Myanmar ont déposé leurs ustensiles et instruments pour protester contre le coup d'État. Les habitants de Yangon frappent sur des casseroles chaque nuit, à 20 heures, pour s'opposer au coup d'État.

En quelques jours, les travailleurs se sont mis en grève dans tout le pays, fermant les lieux de travail, y compris la Myanmar Oil and Gas Enterprise contrôlée par Tatmadaw, la Myanmar National Airlines, les chemins de fer, les mines et les ministères du gouvernement, ainsi que des chantiers de construction, des usines de confection et des écoles. Maung Maung, le Président de CTUM, qui s'était exprimé au congrès de la CGT, à Toulouse, en 2013, après de très nombreuses années de clandestinité et de nombreuses années de militantisme syndicalistes ont dû fuir dans la forêt birmane, en un lieu sûr, pour échapper aux arrestations et aux exactions.

La CGT adresse sa solidarité aux militants du mouvement social et particulièrement à leur organisation syndicale CTUM et espère que l'intervention des organisations internationales comme la CSI, l'OIT et les Nations Unies aideront à ramener la démocratie, pour toutes les populations de Birmanie.

Montreuil, le 11 février 2021